

Le journal La Dépêche s'est fait l'écho à deux reprises récemment des menaces de fermeture de la base aérienne de Franczal. Le ministère de la Défense interrogé sur le sujet ne répond pas. Ces informations sont à ce jour du domaine de la rumeur comme le précisait d'ailleurs le quotidien régional. De là à dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu il y a un pas que nous ne franchirons pas. Il semble bien qu'il y ait une réflexion globale au niveau du ministère sur le maintien en activité de certaines bases aériennes. La base de Franczal figure-t-elle sur la liste ? A ce jour nous ne le savons pas, mais il est à craindre que la commune soit informée une fois la décision prise comme à chaque fois qu'une telle décision est prise.

Les élus socialistes et apparentés du conseil municipal tiennent à affirmer que :

- La commune n'est pas intéressée ni demandeuse de la fermeture de la base,
- Cette décision est certes du ressort du Gouvernement et du ministère de la Défense mais en tout état de cause si la base de Franczal venait à fermer des négociations devraient avoir lieu avec la municipalité de Cugnaux pour examiner l'ensemble des conséquences d'une telle décision et les mesures d'accompagnement indispensables.

Il n'est donc pas question pour nous d'ouvrir le débat et la réflexion sur le devenir de la base. Si nous y étions contraints par les événements notre ligne de conduite serait claire et sans équivoque : la défense des intérêts de la commune et de ses habitants.

Nous tenons donc à affirmer dès aujourd'hui que ni la convoitise des promoteurs ni le remplacement de la base militaire par un aéroport de fret commercial ne sont envisageables. Par contre il y aurait la nécessité d'un débat avec les Cugnalais pour réfléchir et proposer des solutions crédibles et acceptables . En tout état de cause cette réflexion se situerait dans le cadre des orientations déjà prises par la ville à savoir la démarche entreprise pour le développement durable de la cité et donc de la lutte contre toutes les nuisances. Ce débat concernerait aussi bien entendu la Ville de Toulouse et la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse partenaires indispensables s'il s'agissait de réfléchir au devenir d'une zone de plus de 200 hectares située sur nos communes.

Faute de pouvoir faire taire la rumeur, les élus socialistes et apparentés tenaient à préciser leur ligne de conduite si, dans un avenir plus ou moins long, celle-ci devenait réalité.